

Pour :

<http://www.radio-silence.org/>

Chroniques reprises, ou citées, aux liens suivants :

- <http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilori>
- <http://www.cncombattants.org>
- <http://www.francisrichard.net/>
- <http://wwwhttp://yvesdaoudal.hautetfort.com/>
- <http://soleil151.free.fr/reconquete/>
- Et cætera...

CHRONIQUE ECONOMIQUE « FINANCES – VERITES » N°150

ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM

LOI D'A.D.L. MARTIN D. DE M. BASEE SUR CELLE DE POL GARGAM

valant

INCIPIT PERMANENT :

1) **L'ECONOMIE GENERALE** EST L'ENSEMBLE DES ECHANGES DE TRAVAIL, BIENS ET SERVICES ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES,

2) **L'ECONOMIE FINANCIERE** EST L'ENSEMBLE DES ECHANGES DE CAPITAUX ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES, EXPRIMES EN BIENS OU EN MONNAIES, LESQUELS PEUVENT, OU NON, CONSTITUER LES CONTREPARTIES DES ECHANGES DE L'ECONOMIE GENERALE,

3) **L'ECONOMIE MONETAIRE** EST L'ENSEMBLE DES FLUX DE MONNAIES EMISES OU DETRUITES, CONSTITUANT, OU NON, LES CONTREPARTIES DES ECHANGES GENERAUX OU FINANCIERS, ET POSSEDANT OBLIGATOIREMENT LES QUALITES MONETAIRES REQUISES : D'IDENTITE RIGOREUSE, D'INALTERABILITE A L'INFINI, DE FRACTIONNABILITE ET DE FONGIBILITE. LA MONNAIE EST TOUJOURS CONCRETE SANS PREJUGER DE SES REPRESENTATIONS ABSTRAITES, ALORS TOUJOURS CONVERTIBLES A 100%.

POSTULAT : TOUTE CONFUSION ENTRE UNE ECONOMIE ET LES DEUX AUTRES ABOLIT TOUTE VALIDITE AU RAISONNEMENT EXPOSE DE N'IMPORTE QUI, N'IMPORTE OU ET N'IMPORTE QUAND. C'EST LA RAISON DES TROIS PARTIES TOUJOURS DISTINCTES DE CETTE CHRONIQUE.

Mercredi 08 JUILLET 2015

**Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,**

De la conférence de presse de DE GAULLE restée unique depuis ce 4 Février 1965, au REFERENDUM grec réalisé le 5 Juillet 2015, j'ai suivi pas à pas, vue de l'intérieur du système bancaire, toute l'évolution de ces cinq décennies. Je vais vous en proposer une synthèse qui va nous amener très concrètement à mieux saisir toute la simplicité de ce qui se passe actuellement en économie politique.

Pour résumer le propos en cette aube des vacances d'été où les cervelles sont sommées de somnoler dans une béatitude insolée, l'INSEE vient de lancer sur les fils du WEB un communiqué dicté par la propagande sectaire officielle : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=108> . Je vous le livre en abrégé :

"La reprise se diffuse : Résumé

Au premier trimestre 2015, l'activité économique en zone euro a conservé son rythme de croissance (+0,4 %). Le PIB devrait croître à un rythme comparable au deuxième trimestre (+0,4 %), avant d'accélérer légèrement d'ici fin 2015 (+0,5 % aux troisième et quatrième trimestres 2015), grâce au soutien de la demande intérieure. En moyenne annuelle, la croissance du PIB serait donc de +1,4 % en 2015, après +0,9 % en 2014. La production serait principalement guidée par une consommation des ménages robuste, ainsi que par une accélération de l'investissement productif. La situation sur le marché du travail devrait progressivement s'améliorer, et le taux de chômage se réduirait légèrement. Ceci devrait provoquer une accélération des salaires réels au cours de l'année qui, conjuguée avec une hausse de l'emploi, soutiendrait suffisamment le pouvoir d'achat pour permettre le maintien du dynamisme de la consommation. Sous l'hypothèse d'un baril de Brent stable autour de 65 \$, et d'un taux de change dollar/euro fluctuant autour de 1,12, l'inflation devrait augmenter

légèrement, à +0,2 % au deuxième trimestre 2015, et atteindre +0,9 % à la fin de l'année. Cette prévision suppose que malgré la victoire du « non » au referendum grec, la stabilité de la zone euro sera préservée".

Moi, je lis ceci : d'un constat truqué pour 2015-T1, une hypothèse optimiste est tirée, sur ordre, pour 2015-T2, suivie d'une affirmation gratuite utopique pour T3 et T4. Le ciel est au bleu horizon avec une consommation soutenue artificiellement à coups de robustes dettes, laquelle ne repart donc pas, entraînant une production à la faillite qu'aucun investissement ne peut plus relancer. Ceci précipite tout le monde au chômage, sauf les parasites de l' "inaptocratie" dénoncée par Jean d'ORMESSON (1). Tout ce ciel bleu vire au rouge du Soleil couchant avec une inflation minimisée à 0,9% qui ramène, mais l'INSEE se garde bien de présenter l'opération, la supposée croissance de 1,4 -0,9 donc à 0,5%, essentiellement due à la hausse des 7.600.000 emplois sur impôts. La France continue sa récession économique dans des conditions propices à sa disparition en tant que puissance internationale...

Le titre de cette chronique m'est suggéré par les événements de ces derniers jours et semaines, prévisibles et prévus depuis 1914, avec son nouvel impôt de guerre basé sur le revenu (IRPP), soit depuis 101 ans et autant de taches noires sur le pelage bleu républicain du dalmatien européen :

« BANKSWAR, EPISODE III : LA REVOLTE DES GRECS !... »

Lien direct vers mon blog : <http://serviteurdubienpublic.blogspot.fr>

1) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE GENERALE : ECO 1 :

« EP. I : 1914-1968 : UNE ENTREPRISE ENCORE COMME LES AUTRES !... »

54 ans...

Je lis dans les cours du CAP-BANQUE de 1963 : "Nous sommes des commerçants"... Le travail consiste alors à tenter de faire entrer les "prospects" dans la boutique. C'était difficile car cela impressionnait les gens qui n'osaient pas ouvrir la porte et venir poser des questions au guichet. Le guichet n'était pourtant alors que la simple "banque", c'est-à-dire le comptoir, à l'époque sans aucune protection, aucun sas, vitres extérieures normales, cabine de la manipulation espèces en vitres normales, sa porte vitrée fermée avec une clef basique, pas de caméras vidéos car cela était encore de la science-fiction, un simple bouton d'alarme relié à la police, un pistolet 7,65 automatique dans le tiroir du bureau du directeur...

Lactivité consistait :

- D'abord : à recueillir obséquieusement des dépôts en comptes ouverts à des particuliers, à tenter de les stabiliser dans la banque dans des Comptes sur Livrets ou des Comptes à Terme pour des sommes importantes. Pour les commerçants et les entreprises, des comptes courants dangereux pour la banque car leurs soldes formaient novation, avec une ligne autorisable d'escompte. Les chèques étaient facultatifs et à la seule discrétion de la banque.

- Ensuite : à utiliser ces fonds reçus sous forme de dépôts ou autrement (en Bons de caisses par exemple), en crédits d'escompte sur bordereau établi à la main par l'employé titulaire de son CAP, en crédits personnels étudiés et visés par l'employé-cadre titulaire de son Brevet professionnel, en revente de devises cotées avec marges, en locations de coffres-forts, en vente de titres cotés à la Bourse des Valeurs etc...

Vous voyez, dans ce bref aperçu, que le métier de banque rapportait très peu, uniquement par des pourcentages faibles sur les emplois des fonds recueillis, sans aucun frais pour les clients en comptes. La banque était à égalité avec tous les autres commerçants et entreprises de tous types : elle devait disposer de la monnaie avant de pouvoir l'utiliser. Mais s'agissant pour l'essentiel de dépôts à vue, la banque spéculait déjà en 1964 sur ce qu'elle appelait : "La LOI des GRANDS NOMBRES". Tout simplement que TOUS les clients ne viendraient pas en même temps retirer TOUS leurs sous... Une règle prudentielle était imposée alors de 35% en réserves obligatoires cantonnées à la Banque de France ! Cela fait rêver en 2015 !...

Conclusion d'ECO 1 : Le Système monétaire passa de 1875 à 1935 de la circulation Or et Argent en pièces, à la circulation de papier-monnaie officiel à cours forcé. Je rappelle que l'UNION LATINE donna durant cette période une monnaie commune à la quasi-totalité de l'Europe y compris la... Russie, basée sur la pièce de 20 Francs françaises de Napoléon 1er (cf. : mes précédentes chroniques du N°1 à 33) ! De 1936 à 1968, le

"système" vécu sur cette apparence de similitude entre les pièces frappées et les billets dont le "cours forcé" passait encore inaperçu. Le métier de banque était celui de la "misère en faux-col". Les banques nationalisées en 1946 restaient de droit privé. Elles versaient des dividendes à l'Etat actionnaire, comme, par exemple, le Crédit Lyonnais. Ses employés n'ont jamais été des "fonctionnaires" croûtant sur impôts mais des producteurs privés payant leurs impôts sur la société comme sur leurs revenus individuels du travail, versant des dividendes à leurs actionnaires, dont l'Etat donc, qui s'y habitua benoîtement. IL FALLAIT LE RAPPELER, je crois !? Dailleurs, toutes les entreprises privées nationalisées en 1946 rapportaient des dividendes, raison pour laquelle l'Etat gaulliste les nationalisa... Le malheur est qu'il les plaça dans les mains communistes : chemins de fer, ports, banques, etc. L'irresponsabilité crut sous la couverture politique, progressivement, de 1936 à 1968...

LMDM

2) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE FINANCIERE : ECO 2 :

« EP. II : 1968-1986 : UNE ENTREPRISE AFFAIBLIE !... »

18 ans...

Après une période de transition de 5 ans où POMPIDOU mourut trop tôt, après avoir eu juste le temps de faire prendre une LOI en 1973 interdisant le laxisme monétaire dont il a pressenti toutes les conséquences désastreuses futures, ce fut l'arrivée en 1974 de l'irresponsabilité politique avec un VGE qui ne supportait pas de travailler avec des gens plus forts que lui. Le déficit public, alors vendu comme étant doté de super-pouvoirs multiplicateurs, directement hérités de la doctrine marxiste keynésienne, commença à pourrir les comptes publics et l'économie productive, excédentaire en tout, à l'époque... Le virus MALTHUSIEN nous fut inoculé à ce prétexte.

Ce que l'on appelle de nos jours "l'économie d'endettement" commença à solliciter les banques au-delà de leurs capacités et donc diminua les "réserves obligatoires", débridant de plus en plus largement la pyramide inversée du crédit avec comme clef : le coefficient multiplicateur scriptural de la monnaie-papier légale...

Ce qui devait arriver arriva : en 1985 la Banque de France en faillite sous les trois rapports, fut déconnectée du système bancaire. Tous les règlements inter-banques cessèrent en monnaie officielle. Le fameux siège 33 du Crédit Lyonnais à la chambre de compensation resta vide, comme les autres, dans tous les comptoirs BDF de France et de Navarre. Débarrassées, avec le Ministre des Finances Michel SAPIN, de toute obligation de réserve obligatoire, ramenée à ZERO, les banques se lancèrent "à corps perdu" dans une pyramide inversée de crédits aperçue en 1986 comme une formidable ouverture à des "bénéfices" financiers, que l'on voulait m'obliger alors à croire... illimités.

Conclusion d'ECO 2 : Mais, malheureusement, le facteur multiplicateur était mathématiquement limité. De plus, les mauvaises habitudes prises par les banques de vivre au-dessus de leurs moyens, les amenèrent à une oppression incroyable des clients, rendus captifs par des lois complices au cours des 30 ans qui allaient suivre... L'affaiblissement commença, avec une diminution qui eut dû inquiéter, celle de la solvabilité bancaire dans les trois types de ratios : d'activité, de structure des bilans, de rentabilité brute et finale. L'affaiblissement du système monétaire-financier s'approfondit sans que "les masses populaires" en prennent suffisamment conscience...

LMDM

3) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE MONETAIRE : ECO 3 :

« EP. III : 1986-2015 : UNE ENTREPRISE DE POUVOIR !... »

29 ans...

L'affaire du Crédit Lyonnais par Wikipédia : "est une *affaire politico-financière française* des *années 1990*. Le montant des pertes, qui s'élèvent à plus de 130 milliards de francs (NDLR: 156 Milliards de FF dans ma tête), en fait l'un des plus grands scandales financiers de l'Histoire, au même titre que le *scandale du Panama*, un siècle plus tôt. Cette affaire a touché principalement, et dans un premier temps, plusieurs filiales du

Crédit Lyonnais, à savoir : Crédit Lyonnais Bank Nederland (CLBN), Société de Banque Occidentale (SdBO), International Bankers SA (IBSA) et Altus Finance ". Ce trou qui ne devait encore s'afficher plus tard qu'au tiers de celui de FRANCE TELECOM qui atteint 450 Milliards de FF, toujours non réglé en 2015, laissa les français de marbre. A ma grande surprise, ils continuaient à y déposer ingénument leurs revenus, à y laisser leur épargne ! L'Etat compris vite qu'il avait toute latitude. Il "nationalisa" le trou à la charge des impôts et ce fut une banque remise à neuf et en Or massif, dit François GILLES, qu'il livra aux regards incrédules des professionnels, mais indifférents des gens, en général. Les déposants perdirent leurs soldes, les repayèrent en impôts et ne mouffèrent pas, car l'astuce a consisté à les laisser apparaître dans des extraits de comptes sans base réelle ! DINGUE !

C'est là que l'on retrouve en 2015 l'incompréhension des français de la "crise" grecque depuis 2008. Il s'agit bel et bien d'une remise à la charge des Grecs, à l'exemple français du CL, de tous les trous bancaires depuis 1979, soit depuis près de 40 ans ! C'est aussi inouï que d'envisager de payer avec des impôts sur tous, toutes les faillites, de toutes les entreprises ! C'est impossible... Et pourtant, les banques, super-privilegiées, obtiennent cela depuis 1990 !!! L'Islande seule a refusé de marcher dans la manœuvre imposée par la "concertation" européenne, chère à François HOLLANDE. L'Islande s'en est parfaitement tirée, hors l'Europe bruxello-monétaire-bancaire qui, elle, s'enfoncé. Nous avons suffisamment dénoncé ici depuis des années, et dans la presse depuis des décennies, ce que Marine LE PEN découvre en 2015 : *"l'Europe de Bruxelles est une Secte"* où les banques tiennent les politiques par la barbichette... Pendant que les Français, toujours désinformés et drogués médiatiquement, ne voient encore que fort peu l'ampleur de la ponction de leur épargne déjà totalement disparue, comme de leurs revenus futurs pour des décennies, organisée par la BRRD (2), les Grecs, eux, se réveillent sous la piqûre des privations, genre 1968 en France : les banques sont fermées, les marchés financiers aussi, les stocks de médicaments et de nourriture s'épuisent ? Heureusement pour eux, le marché local voir noir fonctionne bien, comme en Italie... Comme en France en 1939-45 et en 1968.

C'est dans cette ambiance délétère que le Gouvernement grec tente, sans remettre en cause l'habitude prise de soutenir les banques, d'exiger le remboursement de la dette de guerre allemande pour payer ce que Bruxelles lui impose de "rembourser". Je trouve cette politique grecque assez lâche finalement. Alors voyons donc la chronologie rapide des faits :

16 Mars 2015 : Relayé par Capital.fr : *"Un Ministre grec met en garde contre un éclatement de la zone euro"...*

3 Mai 2015 : LeMonde.fr relaye une information aussitôt occultée : ***"Le Président allemand favorable à des réparations de guerre"*** ! Tiens, tiens...

19 Juin 2015 : LaTribune.fr relaye : *"Grèce : les banques bientôt à court de liquidités ?"* Une question orientée façon "bière à la pression au comptoir du bar" bruxellois... Le CONTRARIEN-MATIN fixe les chiffres et avertit : *"Si la Grèce fait défaut, cela va coûter 68 Milliards € aux Français... Et ça ne va pas vous faire rigoler !"* Ceci toujours à cause du dogme français d'origine contrôlée du renflouement "obligatoire" des banques.

Le REFERENDUM alibi du 27 Juin au 5 Juillet procure un NON utile à TSIPRAS dans son poker menteur avec Bruxelles... La négociation continue et se reporte, nous en reparlerons donc plus tard. Mais je pense qu'elle ne peut se traduire que par une partition en deux de la zone euro : NORD-SUD, dont je vous ai déjà parlé.

29 Juin : LaTribune.fr relaye que *"Les banques grecques seront fermées pendant une semaine"*. Une semaine qui dure encore aujourd'hui après 8 jours et ce n'est sûrement pas fini ! La BRI, "Banque Centrale des banques centrales" avertit, relayée par latribune.fr : *"les taux bas alimentent un endettement excessif qui fait planer de gros risques sur l'économie dont la "croissance reste insuffisante"...* Claudio BORIO enfonce le clou : *"le symptôme le plus visible de ces difficultés est la persistance des taux d'intérêts ultra-faibles. De plus, **les rendements négatifs, sans précédent, qu'on observe sur certains marchés, de la dette souveraine, repoussent les frontières de l'impensable**"*, notamment en **France, Allemagne, Suisse, Espagne et Portugal pour un total de 2.000 Milliards d'euros** !... A ce lien, vous en verrez la précision officielle française : Taux indicatifs des Bons du trésor et OAT . Capital.fr, constatant, comme moi, que l'on est au bord du précipice avec un pied dedans et l'autre ne tenant plus que sur le talon, s'est demandé combien de faillites d'États avait connu le monde ? Réponse : presque toutes les nations du monde, avec en tête l'Espagne (14 fois), la France (10 fois) du 16^{ème} au 19^{ème} siècle ! La Grèce arrive bonne troisième avec 7 défauts de paiements historiques, etc...

30 Juin : Les pressions s'accroissent pour faire chuter le Gouvernement grec et sa "drôle d'initiative référendaire" dénoncée partout comme telle. LaTribune.fr relaye : *"Grèce : la BCE et la COMMISSION changent la nature du référendum"* !

2 Juillet : La même Tribune.fr explique pourquoi la position de TSIPRAS reste cohérente. C'est bien évident !

6 Juillet : Le communiqué de Jacques MYARD embraye sur la fierté grecque. Il affirme qu'il n'y a *"aucune autre solution que d'annuler la dette grecque comme le demande le FMI"*. Il rappelle qu'en *"février 2012,*

107 Milliards furent déjà annulés" et que, pourtant, on se retrouve à nouveau trois ans plus tard seulement, avec encore 321,7 Milliards de dettes grecques. Ce qui amène son constat, lequel rejoint le mien depuis 1996 : "La zone euro est une machine infernale"! Évidemment... Car c'est celle de la lâcheté politique !

7 Juillet : Lemonde.fr relaye : "La BCE maintient les banques grecques sous perfusion" ! Latribune.fr relaye, elle : "Grèce : la BCE durcit le ton, refusant de relever le plafond de l'ELA, réclamant plus de garanties". On parle alors des quotas qui ne sont, DE FACTO, que des plafonds de crédits de l'ordre de 45% des garanties offertes. Rien de bien nouveau pour les particuliers, auxquels les banques ne peuvent pas apparaître objectivement malheureuses... La rencontre, ce même jour à Paris, MERKEL-HOLLANDE, ne débouche sur rien... C'est encore évident ! Un "EURO-SOMMET d'urgence convoqué par Donald TUSK, Président du Conseil Européen réunit Mario DRAGHI et le Président de l'Euro-groupe Jeroën DIJSELBLOEM à la suite du résultat du référendum grec. Plus important, me semble-t-il le dialogue téléphonique entre Vladimir POUTINE et F.HOLLANDE à la suite de la baisse des marchés financiers des actions dans le monde et celle de l'Euro, repassant de 1,1345 le 22 Juin à 1,108 le 6 Juillet avant-hier mais encore bien au-dessus des 1,07 du 21 Avril dernier... Rien de bien grave à ce stade malgré la poussée d'adrénaline des médias surexcités. Pourquoi ? C'est de la propagande. Toujours la même : il faut soutenir les banques...

Conclusion d'ECO 3 : Pour ma part, j'ose dire que ce grave défaut grec de 2015 perturbe moins l'Europe que le très grave défaut français de LOUIS XIV à UTRECHT qui ne fut sauvé à l'époque que par le savoir-faire financier de mon ancêtre ! Et c'est de là que la direction du "Tour de France" a osé faire démarrer la célébrissime course cycliste. Serait-ce un pressentiment de ce qui va arriver prochainement à la France et à l'Europe ? Le gros TROU, le "BIG BANG" français est pour bientôt. Le petit cratère grec n'en est que le prémisses certain...

LMDM

Ma Conclusion Générale du Jour : je vais l'emprunter partiellement à ces extraits de :

La VOIX de la RUSSIE : EUROPE COLONIE étatsunienne ! Et qui se fait l'écho de ce **Journal italien** pour dénoncer : **L'Europe transformée en colonie par les "maîtres du monde"**.

"Les Etats-Unis (NDLR : et la Grande-Bretagne, notamment), **ne pouvaient tolérer la création d'une union entre la Russie et l'Europe. En créant une confrontation artificielle avec Moscou, ils ont transformé l'UE en une colonie impuissante de Washington, obligeant le Kremlin à se rapprocher d'une Chine de plus en plus puissante"**, a écrit mardi le quotidien Il Giornale... "Pourquoi l'ont-ils fait ?", s'interroge le quotidien, poursuit SPUTNIKnews.fr. "Il Giornale estime que cela n'a pas la moindre relation avec la peur d'une éventuelle attaque russe... mais qu'en réalité la Russie voulait créer une union économique et politique avec l'Europe, lui livrant ses ressources naturelles en échange de technologies permettant de développer les pays d'Asie centrale, qui avaient fait partie de l'Union soviétique. Ces pays sont également riches en pétrole et en gaz... Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne pouvaient pas se permettre une telle évolution des événements, car... les Anglais, les Américains et leurs alliés arabes se considèrent comme les maîtres du monde", souligne le quotidien. "La Russie est donc obligée de conclure des accords avec la Chine, qui monte en puissance tous les jours. Quant à l'Europe, elle se retrouve sans gouvernement, sans armée et sans possibilité de prendre ses décisions propres. Elle s'est transformée en une colonie acariâtre remplie de migrants islamiques, et qui risque de devenir bientôt non plus un allié, mais un fardeau, comme on le voit avec l'Italie et la Grèce", conclut le journal. Ce qui m'amène à annoncer son alourdissement prochain avec la France à 5.600 Milliards tout compris dont 2089 Milliards immédiats !

Source : <http://fr.sputniknews.com/international/20150630/1016774346.html#ixzz3fHIUNb6E>

Pendant ce temps, l'Autriche initie un REFEREDUM de sortie de l'UE à l'instar de la promesse anglaise de Cameron. Bref, tout le monde veut fuir cet ENFER que se révèle bel et bien être l'Union Européenne, dont le caractère de secte apparaît enfin à la lumière crue des faillites multiples empilées qu'elle a conduite de force... CONTRE les peuples ! Leur rébellion n'a donc rien de mystérieux.

LMDM

1) TRANSMIS par Youssouf DISMAS : "Je vous prie d'enregistrer le dernier mot de notre belle langue française, avec la définition par l'un de ses plus farouches défenseurs: Jean d'ORMESSON.

L'INAPTOCRATIE !

Un billet d'humeur de Jean d'ORMESSON !!

INAPTOCRATIE : système de gouvernement où les moins capables de gouverner sont élus par les moins capables de produire et où les autres membres de la société les moins aptes à subvenir à eux-mêmes ou à réussir, sont récompensés par des biens et des services qui ont été payés par la confiscation de la richesse et du travail d'un nombre de producteurs (NDLR : forcément !) en diminution continuelle.

PETITE QUESTION...

Il n'y a pas lieu de désespérer parce que, comme l'a dit Margaret Thatcher : "**Le socialisme ne dure que jusqu'à ce que se termine l'argent des autres**" ! Ou comme l'a dit Winston Churchill : "**Les socialistes, c'est comme Christophe Colomb, quand ils partent ils ne savent pas où ils vont et, quand ils arrivent, ils ne savent pas où ils sont**" ! D'où l'invention du GPS : **Guide Pour Socialistes** ! A l'école primaire des socialistes, on apprend les 4 opérations :

- L'addition des impôts,
- La soustraction des revenus,
- La multiplication des fonctionnaires et des immigrés,
- La division du travail. (NDLR : rebaptisée Taylorisme = esclavage à la chaîne inventé par TAYLOR et mis en application par FORD)

Aux élections prochaines, votez pour Ali Baba. Au moins vous serez sûrs de n'avoir que 40 voleurs !

Jean D'ORMESSON "

2) BRRD: Bank Recovery and Resolution Directive = http://ec.europa.eu/finance/bank/crisis_management/index_fr.htm

Chronique rédigée sur 5 Pages.

A.D. Laurent **MARTIN DESMARETZ de MAILLEBOIS.**

Ancien Professeur d'Economie Politique appliquée au monde bancaire auprès de l'I.F.B., de 1989 à 1993 en sus de mon travail à l'époque de Co-Director de Stés off-shore d'investissements aux USA.

Ex-Cadre Hors Classe, Sous-Directeur de l'Etablissement de Portefeuille : SCS « I.R. » du groupe ROTHSCHILD nationalisé en Février 1982 par les idéologues socialo-communistes au pouvoir, traîtres à la France.

Ma devise est : **NON DEFICERE MINIME (NE PAS FAIBLIR, JAMAIS)**

Mon Blason (déposé) après personnalisation de ceux des ancêtres est : « D'Azur, au DEXTROCHERE d'Argent, offrant un LYS des MARAIS au Naturel, au Soleil (le Roi), prélevé sur un lit de 4 Besants ». J'ai voulu marquer ma détermination à aider le Royaume et son Roi à retrouver une monnaie qui ait les qualités requises pour le bonheur des Peuples réunis à la Couronne. Il n'est pas armé, et donc au civil, au contraire des Maréchaux de France ancestraux. Il retrouve donc ce côté « civil » du premier. J'ai aussi voulu marquer une limite nette à mon ambition, au contraire du premier, en limitant l'effort de l'offre à UN LYS tandis qu'il était des 3 LYS au départ en 1715-1720, ce qui m'a paru prétentieux. Quant au Roi, il est ici visualisé par le Soleil alors qu'il était non explicite dans les blasons ancestraux précédents. J'ai donc voulu aussi marquer plus de modestie et d'humilité.

